

**Sommet du G5 Sahel - Mali - Lutte
contre le terrorisme - Union
européenne - Discours d'ouverture
de M. Emmanuel Macron, président
de la République**
(Bamako, 02 juillet 2017)

Monsieur le Président Keïta, Cher Ibrahim,

Merci pour ces mots d'accueil et ces propos amicaux,

Messieurs les Présidents,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Messieurs les Officiers généraux,

Monsieur le Représentant spécial des Nations unies,

Mesdames, Messieurs,

Vous l'avez rappelé, il y a quelques semaines, j'étais en effet à vos côtés, Monsieur le Président, à Gao pour quelques jours après ma prise de fonction aller aux côtés de nos troupes. Je sais le tribut payé par vos pays dans cette guerre terrible contre le terrorisme et l'obscurantisme et je sais l'engagement qui est aussi le nôtre. Ce sont ici des mots mais derrière, il y a des vies et c'est lourd de cette charge, de cette responsabilité que je m'exprime ici aujourd'hui devant vous.

Vous l'avez dit, mon prédécesseur a fait le choix avisé, courageux de venir en défense de votre pays et plus largement de toute la région. J'ai décidé de poursuivre cet engagement, de le confirmer et de le conforter. Et j'ai pris l'engagement il y a quelques semaines, vous l'avez rappelé, de venir ici aujourd'hui à Bamako à l'ouverture de ce sommet du G5 Sahel et je veux vous dire le grand privilège pour moi de répondre à votre invitation.

Derrière cet acronyme du G5 il y a une dynamique, un mouvement profond que la France est

fière aujourd'hui d'accompagner ; le G5 Sahel est davantage qu'une initiative de coopération régionale, c'est une communauté soudée, déterminée face à un même défi : les cinq pays que vous représentez, mais aussi la France, vivent au quotidien le poids de la menace terroriste. Dimanche 18 juin, c'est Bamako qui à nouveau a été visé et ce sont plusieurs de nos ressortissants qui ont été les victimes de cette attaque.

Je veux d'ailleurs ici exprimer ma compassion aux victimes, à leurs familles et rendre hommage aux forces qui sont intervenues et je sais le prix que paient les forces de défense et de sécurité de la région pour lutter contre ce fléau, plus de 150 de leurs membres ont été tués, rien que depuis février, dont plus de 80 au Mali, 30 au Niger, 15 au Burkina Faso mais je veux aussi dire que ces attaques renforcent profondément notre détermination à lutter ensemble de manière résolue contre le terrorisme.

Je ne parlerai pas à proprement parler d'une guerre car ils n'attendent que cela car pour vraiment avoir une guerre, il faudrait un ennemi digne de ce nom mais nous avons chaque jour à affronter des terroristes, des voyous, des assassins dont nous devons oublier le nom et le visage mais que nous devons avec constance, détermination, tous ensemble éradiquer, éradiquer parce qu'ils le font aujourd'hui, au nom de la division des peuples au nom d'une religion qui est la vôtre et que vous avez justement saluée, Monsieur le Président, mais qu'ils détournent pour lui donner le visage de l'obscurantisme et de la haine.

Notre présence à tous les 6 aujourd'hui est le témoignage que ce qu'ils cherchent à faire ne peut advenir. Les choses sont allées très vite depuis que vous avez décidé la création de la force conjointe il y a toujours cinq mois ici même à Bamako. Vos militaires ont travaillé dur pour la mettre sur pied rapidement ; la France vous a soutenus dans cette démarche, de même que l'Union africaine et l'Union européenne.

Nous nous sommes depuis plusieurs semaines mobilisés à New York, où nous avons veillé à ce que le conseil de sécurité vous apporte tout son soutien. C'est l'objet de la résolution 2359 qui a été adoptée à l'unanimité le 21 juin et je voudrais aussi saluer l'adoption à l'unanimité aussi de la résolution 2364 jeudi dernier renouvelant le mandat de la MINUSMA et mettant l'accent sur le soutien aux forces maliennes et au G5.

Parce que c'est justement la complémentarité de nos actions qui fera la différence. Face à une menace transnationale, vous avez créé une force conjointe pour lutter contre les fléaux du terrorisme et des trafics et c'est ce qu'il fallait faire ; c'est pourquoi j'ai souhaité que la France puisse accompagner fortement le déploiement de cette force pour vous appuyer dans la mise en oeuvre des ambitions et du calendrier déterminés que vous êtes fixés. Nous le ferons dans l'esprit de partenariat et d'exigence réciproque qui a guidé notre action depuis la création du G5.

Concrètement, le soutien de la France aujourd'hui consistera d'abord en un soutien opérationnel aux unités, c'est-à-dire un soutien accru de l'opération «Barkhane» en conseil, assistance mais surtout accompagnement au combat.

Nous allons multiplier les missions d'assistance opérationnelle et je veux ici saluer les forces

«Barkhane», notre général et leur engagement au quotidien mais soyons clairs et explicites entre nous : la force conjointe du G5 ne se substitue ni ne se confond ni à «Barkhane» ni à la MINUSMA, elle vient en plus, elle vient en appui en avis, en adjonction parce que si nous utilisons les annonces pour nous désengager par ailleurs, point n'est besoin de nous réunir. C'est aussi une aide matérielle importante, 70 véhicules tactiques, du matériel de communication et d'interopérabilité des forces, du matériel de protection pour les hommes, c'est cela ce que la France également apportera. C'est un soutien, c'est un soutien à la mise en place de centres de préparation à l'engagement opérationnel que prévoient de mettre en place le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Enfin, c'est un renforcement de notre coopération structurelle.

Le Sahel, Mesdames et Messieurs, c'est désormais 50% du budget de notre coopération de sécurité et de défense dans le monde parce que c'est ici que se joue la sécurité du continent africain et plus largement la sécurité d'une bonne partie de notre planète, y compris de l'Europe.

Au total, sur le volet militaire, c'est un effort équivalent à plus de 8 millions d'euros que nous consacrons d'ici la fin de l'année 2017 mais la France n'est pas seule à vous soutenir. Mme Mogherini est venue ici il y a quelques semaines pour annoncer une aide de 50 millions d'euros ; c'est un effort significatif dont je me réjouis. Il doit être l'amorce d'un engagement dans la durée de l'Union européenne.

Vous connaissez la mobilisation de la France pour engager ses partenaires en soutien de vos efforts et nous devons poursuivre cette mobilisation ensemble. Pour garantir un soutien dans la durée, ce sera à vous et à vos armées de convaincre que la force conjointe du G5 est efficace dans le respect des conventions humanitaires.

Les résultats doivent être au rendez-vous pour entraîner nos partenaires ; c'est l'exigence réciproque que nous nous devons. Au-delà de ces questions centrales de sécurité, je veux aussi appeler à une mobilisation collective autour de deux défis qui sont inséparables de la recherche d'une stabilité durable et réelle.

Le processus de paix au Mali d'abord. Le retour durable de la paix au nord du Mali passe par la pleine mise en oeuvre de l'accord de paix et de réconciliation ; cela relève bien entendu de la responsabilité des Maliens, de votre responsabilité, Monsieur le Président, mais Cher Ibrahim, nous sommes là pour vous aider, pour que les progrès accomplis récemment puissent être approfondis, pour que la feuille de route fixée il y a deux ans puisse être réussie, je pense en particulier aux chantiers prioritaires que sont le désarmement, l'intégration des ex-rebelles, le redéploiement de l'État sur l'ensemble de territoire et la décentralisation parce que les efforts de sécurité sans processus politique sont illusoires, parce que cette exigence réciproque, c'est aussi ce que je dois à nos soldats qui chaque jour se battent, risquent leur vie pour cet effort de sécurité parce que les deux doivent aller de pair pour être durables et gagner non pas seulement la guerre mais aussi la paix.

Le deuxième défi, c'est celui du développement, je l'ai dit à Gao, je l'ai redit au G7 à Taormina, nous étions quelques-uns ensemble, je le redis ici : tous nos efforts en matière de sécurité seront inutiles s'ils ne s'inscrivent pas dans un projet plus large de développement. Le

lien entre sécurité et développement ne doit pas être martelé seulement dans les discours ; il doit se matérialiser en actions concrètes.

Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui nos promesses ne sont plus entendues, parce que pour beaucoup de jeunes dans le nord du pays, les seules opportunités sont devenues les trafics. Nous devons agir sur le terrain au plus près des populations en tant que président d'un pays ami, partenaire historique du développement de la région du Sahel, je ne veux pas me cacher derrière des mots, je veux des actes. Et c'est pourquoi il nous faut faire plus.

J'ai demandé à l'agence française de développement dont le directeur général aussi nous accompagne de renforcer encore notre engagement et ce sont 200 millions d'euros qui vont être engagés spécifiquement pour les pays du G5 dans les cinq prochaines années. L'AFD nommera cet été un directeur régional compétent pour le Sahel et qui sera basé à Ouagadougou.

Mais surtout il nous faut faire mieux et c'est tout l'esprit de l'Alliance pour le Sahel que je souhaite lancer aujourd'hui à vos côtés.

Ce n'est pas une nouvelle plateforme ou une nouvelle structure, ce n'est pas une alliance au sens militaire ; c'est une coalition de partenaires volontaires motivés pour faire la différence au plus près du terrain. Nous voulons changer de méthode ; nous voulons avec vous trouver le moyen de mettre en place une aide rapide, y compris dans les zones les moins sûres avec des résultats tangibles et perceptibles pour les populations concernées. Nous voulons miser sur le développement du secteur privé, donner davantage de moyens aux collectivités locales aux acteurs locaux, tout en étant intransigeant envers toute forme de corruption. Nous voulons aussi concentrer notre action sur les priorités qui doivent désenclaver le Sahel.

D'abord l'éducation et la formation, j'ai la conviction profonde que nous devons y investir davantage parce que c'est le meilleur moyen de lutter contre un fondamentalisme guerrier, contre le détournement des esprits, contre les trafics financiers qui viennent dans tous vos pays essayer de détourner la population, de profiter de la misère, du contexte de guerre pour conduire les uns et les autres vers ce que vous avez toujours combattu, l'obscurantisme du XXI^e siècle, la guerre au nom d'une religion. Ce combat, il faut le mener dès le plus jeune âge, par l'éducation, par la formation ; c'est à ce prix que nous offrirons des perspectives.

La deuxième priorité sera l'agriculture et le pastoralisme, je sais que ce sont des secteurs économiques clés au Sahel pourvoyeurs d'emplois et dont les potentialités sont sous-exploitées notamment sur l'agro-écologie et parce que c'est par ce biais que nous développerons les équilibres locaux, des perspectives d'emploi sur le terrain que nous réussirons à la racine à lutter contre l'immigration subie qui déstabilise toute la région, nourrit les trafics, les groupes terroristes et vient déstabiliser tant d'autres régions.

La troisième priorité sera la lutte contre les effets du changement climatique, d'aucuns n'ont pas encore compris que tous ces problèmes étaient liés mais ils le sont : la situation du lac Tchad aujourd'hui explique bien des déstabilisations, des basculements entiers de certains groupes vers le terrorisme ou les trafics, tout est lié et tout se tient dans la région en particulier

et la vulnérabilité du Sahel en la matière nous oblige à conduire des actions résolues en matière de promotion des énergies vertes, du renouvelable, d'énergies durables qui là aussi sont des modes de production décentralisés au plus près du terrain qui donnent des perspectives d'emploi et de souveraineté énergétique pour chacun des pays.

Enfin, ce sera la gouvernance et en particulier la justice. Ah, je sais, quand on parle de ces sujets, on s'est repu de tant de mots depuis tant d'années et tant de décennies. Je pense que 4, 5 de mes prédécesseurs au moins ont dû prononcer ces phrases et ces mots dans les priorités de développement.

Je vous le dis en toute sincérité, cette responsabilité est la vôtre ; ça n'est pas moi qui ferai la justice, les bonnes règles, la bonne décentralisation, la bonne organisation du gouvernement dans les pays du Sahel. Je ne cherche pas le faire, je le chercherais même qu'à juste titre vous me le reprocheriez.

Mais nous devons maintenant avoir des avancées en la matière parce que c'est notre crédibilité collective, parce que ces réformes institutionnelles sont appelées par vos populations et parce que c'est la clé pour que ces efforts trouvent un débouché, cette volonté qui est la nôtre qui se matérialise dans cette alliance pour le Sahel, c'est celle aussi qui permettra de rassembler l'ensemble de nos financements, de nos engagements et à laquelle nous avons pris la décision d'associer nos partenaires européens. Le 13 juillet prochain lors du conseil des ministres franco-allemand, j'ai bon espoir qu'avec mon gouvernement, la chancelière allemande et son gouvernement, nous puissions annoncer des engagements communs autour de cette alliance. Cette alliance, elle est le réceptacle en quelque sorte de nos efforts de développement ainsi rassemblés, d'une plus grande efficacité et visibilité, responsabilité partagée pour le Sahel.

Monsieur le Président Keïta, Cher Ibrahim, Chers Amis, l'enjeu aujourd'hui est bien de basculer dans une nouvelle dynamique, une dynamique positive et de développement et non plus une spirale d'insécurité et de radicalisation. Vous avez été attaqués, nous avons été attaqués, nous le sommes tous les jours.

Les risques sont là mais nous avons un choix simple à faire dont nous sommes tous et toutes ici dans cette salle l'écho dépositaire.

Soit nous pouvons considérer qu'on va faire comme avant, ne pas parler des vrais problèmes, faire semblant de faire, évoquer le passé glorieux ou les pages sombres et en rester là, nous mentir et mentir à nos populations, puis prendre des airs de victimes quand nous sommes attaqués. Nous pouvons continuer longtemps à faire cela, nous l'avons déjà fait longtemps ensemble. Alors, nous serons battus parce que nos ennemis sont lâches mais déterminés, parce que nos ennemis ne s'encombrent d'aucun des oripeaux de ce qu'ils appellent notre civilisation mais ils veulent une chose, c'est nous détruire et ils se sont nourris d'une chose, de nos faiblesses, de nos hypocrisies, des complexes du passé et de notre inefficacité collective.

Soit ensemble nous faisons le choix de procéder différemment, de nous dire toujours les choses qu'elles fassent plaisir ou pas, d'être exigeants les uns avec les autres parce que nous considérons que notre avenir est commun. Moi, j'ai fait ce choix parce qu'il n'y en a pas

d'autre, parce que ce qui se passe dans votre région touche les jeunes et les moins jeunes qui vivent dans notre pays qui nous regardent, qui vous regardent, qui suivent ce qui se passe parce que nos ressortissants sont touchés par le terrorisme ici mais parce que, ici, se préparent les actes terroristes aussi en Europe, parce que notre échec ici se traduit dans ces routes de la mort et de la nécessité qui remontant tout au long du Sahel aujourd'hui jusqu'à la Libye font de la Méditerranée un linceul, notre honte et conduisent à des vagues migratoires qui sont en train de nous déstabiliser profondément parce qu'aujourd'hui tout se tient, parce que ceux qui pensaient qu'il y avait un exotisme à venir dans le Sahel n'ont pas compris que le monde aujourd'hui s'était profondément réduit, regroupé, ramassé, que nous partageons le même espace, le même destin, que nous sommes liés !

Nous sommes liés par une histoire, qui a des pages glorieuses et des pages tristes mais nous sommes liés surtout par un avenir commun et cet avenir commun passe par la bataille que nous devons conduire et que nous devons gagner, celle contre le terrorisme, celle contre les fondamentalismes guerriers, brutaux et radicaux, celle contre un imaginaire de mort, celle contre tous les trafics. C'est cela le combat qu'avec vous, je veux mener ; c'est ce combat qui est le coeur, le ciment de ce G5 Sahel et qui fait ma fierté mais vous l'avez compris aussi, ma grande détermination d'être à vos côtés aujourd'hui, Cher Président et Chers Amis !./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)